

## « Nouveautés, défis et opportunités pour la gouvernance locale au Maroc »

### Atelier de travail

25-26 Février 2016, Marrakech, Maroc

Dans le cadre du vaste chantier de « Régionalisation avancée » dans lequel le Maroc s'est engagé, l'OCDE, avec le concours financier du Ministère fédéral des affaires étrangères d'Allemagne, accompagne la Direction Générale des collectivités locales (DGCL) du Ministère de l'Intérieur marocain dans la mise en œuvre des dispositions des lois organiques relatives aux régions et municipalités (Juillet 2015) afin de soutenir le développement économique et social intégré du Pays.

Les 25 et 26 février 2016, un atelier de travail s'est tenu à Marrakech sur le thème «**Nouveautés, défis et opportunités pour la gouvernance locale au Maroc**» avec pour objectif de développer les capacités des élus et fonctionnaires marocains pour relever le défi du renforcement des compétences des collectivités locales telles que définies par la loi. Cet atelier a regroupé des représentants du gouvernement et du Ministère de l'Intérieur marocains, des élus locaux de la Région de Marrakech-Safi, des experts venus de Colombie et de Pologne ainsi que des experts de l'OCDE.

Les échanges ont permis de préciser aux élus de la région, le cadre juridique de la réforme de la régionalisation et les nouvelles compétences attribuées aux autorités locales, dans une démarche comparative aux expériences colombienne et polonaise de décentralisation et de réformes de la gouvernance locale. Ces processus ont été envisagés en termes d'opportunités pour l'amélioration des conditions de vie et des services délivrés aux populations.

Présentation des lois organiques sur les régions et les municipalités par M. Mohamed Hamimaz, Directeur des Affaires juridiques, des Études, de la documentation et de la coopération, DGCL, Maroc





### *Les points forts de cette rencontre sont les suivants :*

- Les experts de la Colombie et de la Pologne ont apporté des précisions sur leurs schémas de décentralisation et de développement des compétences locales et sur la logique sous-jacente qui a guidé les réformes nationales et qui consistait à maximiser le potentiel de développement local et les spécificités des territoires pour soutenir le développement socio-économique du Pays.
- Les élus et hauts fonctionnaires du Maroc ont pu améliorer leur compréhension des défis expérimentés par les pays de l'OCDE lors des processus de décentralisation en particulier pour l'approfondissement de la démocratie locale et la lutte contre les disparités entre territoires.
- Les participants ont pu partager des bonnes pratiques mises en œuvre au niveau local au Maroc pour soutenir l'efficacité de l'action publique et renforcer la confiance des citoyens, parmi lesquelles : la Maison de l'Élu dans le domaine de la formation, les procédures d'intercommunalité pour mutualiser les ressources et les moyens des municipalités, le budget participatif et le Label Commune Citoyenne pour récompenser, mettre en lumière et diffuser des cas de bonne gouvernance locale.
- Les discussions ont permis d'identifier des moyens et partenariats, mis en œuvre au Maroc ou dans les pays l'OCDE, pour mettre en cohérence les territoires et les intérêts des acteurs pour créer des espaces socio-économique dynamiques, assurer la fourniture de services publics de qualité et permettre aux collectivités de se présenter comme des acteurs crédibles pour les citoyens.

Le travail d'information et de sensibilisation aux nouvelles dispositions législatives et mesures d'accompagnement mises en œuvre par les autorités centrales ; le travail d'identification des besoins de renforcement de capacités des autorités locales et la partage de bonnes pratiques de gouvernance locale permettent de contribuer utilement à la mise en œuvre du processus de régionalisation avancée.



Séance de questions/réponses  
avec la salle

Pour plus d'informations, prière de contacter Mme. Charlotte Denise-Adam:  
[charlotte.denise-adam@oecd.org](mailto:charlotte.denise-adam@oecd.org) et visiter le site [www.oecd.org/mena/governance/](http://www.oecd.org/mena/governance/)